

MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

(Non vérifié)

Pour les périodes de trois et neuf mois
terminées le 31 décembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

Attestation des cadres supérieurs.....	3
États financiers.....	4
Rapport de gestion.....	17
Analyse des risques.....	19

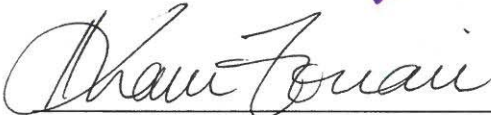
ATTESTATION DES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Margaret Beckel
Présidente-directrice générale



Ikram Zouari, CPA, CGA
Chef de la Direction Financière et Directrice des finances

Ottawa, Canada
Le 16 février 2017

État de la situation financière (Non vérifié)

(en milliers de dollars)	au 31 décembre 2016	au 31 mars 2016
Actif		
À court terme		
Trésorerie	9 516	8 444
Trésorerie affectée	900	775
Créances		
Clients	334	519
Ministères et organismes gouvernementaux (note 13)	215	527
Frais payés d'avance	157	770
	11 122	11 035
Collections	1	1
Immobilisations (note 4)	184 383	189 136
	195 506	200 172
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Fournisseurs	1 070	2 573
Ministères et organismes gouvernementaux (note 13)	441	449
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	852	791
Produits et apports reportés (note 6)	725	950
Avantages sociaux futurs	212	319
	3 300	5 082
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	26 198	26 845
Financement des immobilisations reporté (note 7)	169 152	173 154
Avantages sociaux futurs	2 980	2 980
	201 630	208 061
Déficit accumulé		
Non affecté	5 695	3 765
Investissement en immobilisations (note 8)	(11 819)	(11 654)
	(6 124)	(7 889)
	195 506	200 172

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des résultats pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre (Non vérifié)

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits				
Droits d'entrée et des programmes (note 10)	889	728	4 065	3 864
Opérations auxiliaires (note 11)	582	412	1 441	1 307
Apports (note 12)	548	358	1 068	878
Intérêts	46	41	86	79
Divers	168	108	522	399
	2 233	1 647	7 182	6 527
Charges (note 14)				
Inspiration et engagement	2 296	2 287	7 289	7 069
Entretien et accessibilité des collections	765	702	1 931	1 875
Recherche et découverte	990	979	3 024	3 079
Services de soutien interne	1 202	928	3 476	3 045
Édifices et terrains	4 507	4 824	13 621	13 805
	9 760	9 720	29 341	28 873
Résultats d'exploitation nets avant financement public	(7 527)	(8 073)	(22 159)	(22 346)
Crédits parlementaires (note 9)	8 148	7 837	23 924	23 879
Résultats d'exploitation nets	621	(236)	1 765	1 533

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution du déficit accumulé (Non vérifié)

Pour la période de trois terminée le 31 décembre

(en milliers de dollars)	Investi en		au 31 décembre	au 31 décembre
	Non affecté	immobilisations	2016	2015
Déficit accumulé au début de la période	5 025	(11 770)	(6 745)	(7 023)
Résultats d'exploitation nets	621		621	(236)
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	49	(49)	-	-
Déficit accumulé à la fin de la période	5 695	(11 819)	(6 124)	(7 259)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre

(en milliers de dollars)	Investi en		au 31 décembre	au 31 décembre
	Non affecté	immobilisations	2016	2015
Déficit accumulé au début de la période	3 765	(11 654)	(7 889)	(8 792)
Résultats d'exploitation nets	1 765		1 765	1 533
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	165	(165)	-	-
Déficit accumulé à la fin de la période	5 695	(11 819)	(6 124)	(7 259)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Un état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté puisqu'il n'y a pas de gains ni de pertes de réévaluation.

État des flux de trésorerie pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre
(Non vérifié)

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Activités de fonctionnement				
Encaissements - clients	1 974	1 630	6 947	6 565
Encaissements - crédits parlementaires	6 533	6 534	19 921	19 611
Décaissements - personnels	(4 093)	(3 686)	(10 965)	(10 609)
Décaissements - fournisseurs	(4 342)	(2 935)	(10 869)	(9 581)
Intérêts reçus	46	44	97	98
Intérêts payés	(696)	(695)	(2 060)	(2 096)
Flux de trésorerie nets provenant (utilisés pour) des activités de fonctionnement	(578)	892	3 071	3 988
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition d'immobilisations	(322)	(854)	(1 287)	(2 025)
Flux de trésorerie nets utilisés pour des activités d'investissement en immobilisations	(322)	(854)	(1 287)	(2 025)
Activités de financement				
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(201)	(181)	(586)	(531)
Flux de trésorerie nets utilisés pour des activités de financement	(201)	(181)	(586)	(531)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de la trésorerie affectée	(1 101)	(143)	1 198	1 432
Trésorerie au début de la période	10 658	9 271	8 444	7 440
Trésorerie affectée au début de la période	860	599	775	855
Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	10 417	9 727	10 417	9 727
	-	-	-	-
Trésorerie à la fin de la période	9 516	9 096	9 516	9 096
Trésorerie affectée à la fin de la période	900	631	900	631
Trésorerie et trésorerie affectée à la fin de la période	10 416	9 727	10 416	9 727

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2016

1. Pouvoirs et mission

Le Musée canadien de la nature (la « Société ») a été constitué en vertu de la Loi sur les musées, le 1^{er} juillet 1990. Elle est une société d'État mandataire désignée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP) et n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. La Société est classée comme organisme sans but lucratif (OSBL) du secteur public.

La Société a pour mission d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Une brève description des fonctions de la Société est indiquée ci-dessous :

- **Inspiration et engagement**
La Société élabore et entretient des expositions, des programmes, le site internet **nature.ca**, des publications électroniques et imprimées, des activités de génération de produits et d'autres activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.
- **Entretien et accessibilité des collections**
La Société acquiert, développe, préserve et met à la disposition du public des collections d'objets, de spécimens et de documents d'histoire naturelle qui répondent aux besoins croissants des secteurs public et privé en matière de recherche, d'éducation et d'aide à la prise de décisions éclairées concernant la nature.
- **Recherche et découverte**
La Société explore le passé et aide les Canadiens à préparer l'avenir grâce à des activités de systématique et de recherche appliquée ainsi qu'à l'établissement et à la sauvegarde de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques canadiens et internationaux.
- **Services de soutien interne**
La Société élabore et met en œuvre des politiques, une structure de responsabilisation et des procédures qui gouvernent la réalisation de son mandat, y compris la gouvernance, l'orientation stratégique, les services intégrés, la mesure du rendement de la Société et les rapports au Parlement.
- **Édifices et terrains**
La Société fournit des installations sécuritaires et fonctionnelles qui répondent à toutes les exigences de sécurité et des codes du bâtiment, y compris l'Édifice commémoratif Victoria rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat de la Société.

2. Principales conventions comptables

A) Base de présentation

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes du secteur public (NCSP) et reflètent l'application de la Section 4200 relative aux OSBL du secteur public.

B) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux NCSP, la direction doit faire des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations et la juste valeur marchande des spécimens donnés aux fins des collections. Les montants réels pourraient différer de façon significative des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et si des ajustements s'avèrent nécessaires, ils seront constatés dans les états financiers de l'exercice où ils deviennent connus.

C) Collections

La Société détient et conserve une collection inestimable d'objets d'histoire naturelle pour le bénéfice des Canadiens d'aujourd'hui et de demain. Ces collections figurent à l'état de la situation financière comme un élément d'actif comptabilisé à la valeur nominale de 1 000 \$ étant donné la difficulté à déterminer une valeur appropriée pour ces actifs. Les spécimens achetés aux fins des collections sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

D) Immobilisations

- Les immobilisations sont comptabilisées au coût, y compris le matériel, l'équipement et les autres charges destinés à la conception et au développement d'expositions permanentes.
- Les immobilisations inscrites comme locations-acquisitions sont initialement comptabilisées selon la valeur actualisée des paiements minimaux de loyer au début du bail.
- Le terrain et l'édifice, propriétés du gouvernement du Canada, et sous le contrôle de la Société, sont comptabilisés à leur coût estimatif.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire en utilisant des taux fondés sur la durée de vie utile estimative des actifs à l'exception des améliorations locatives qui sont amorties de façon linéaire sur la période la plus courte entre la durée du contrat de bail et la durée de vie utile de l'actif.

Immobilisation	Durée de vie
Édifice commémoratif Victoria	40 ans
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 ans
Cabinets de collection et de rayonnages	
Matériel de bureau et ameublement	
Matériel général	10 ans
Expositions permanentes	
Matériel de recherche	
Améliorations à l'édifice	5 à 25 ans
Améliorations locatives	5 ans à la fin de la durée du bail
Matériel informatique	3 ans

Lorsque les conditions indiquent qu'un actif ne contribue plus à la capacité du Musée à fournir des services, le coût de l'actif est réduit à sa valeur résiduelle le cas échéant.

E) Avantages sociaux futurs

i) Régime de retraite

La quasi-totalité des employés de la Société est couverte par le régime de retraite de la fonction publique (le «Régime»), un régime contributif à prestations déterminées établi par la loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société doivent cotiser pour couvrir le coût des services courants. Conformément à la loi en vigueur, la Société n'a aucune obligation légale ou implicite de payer des cotisations supplémentaires à l'égard de tout service passé ou des carences de financement du Régime. Par conséquent, les contributions sont comptabilisées comme une charge de l'exercice où les employés ont rendu les services et elles représentent l'obligation totale de la Société.

ii) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ jusqu'au 31 mars 2012, telles que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi.

L'obligation au titre des indemnités de départ pour les employés qui prennent leur retraite ou démissionnent, courue jusqu'au 31 mars 2012 et encore impayée, est mesurée en utilisant la méthode des indemnités projetées. Les gains et pertes actuariels sont amortis selon l'estimation de la durée moyenne d'emploi du groupe de salariés concernés.

Suite à diverses circonstances, la Société comptabilisera des indemnités de départ dans la période où l'événement se produira.

iii) Indemnités de congés de maladie

La Société donne des congés de maladie aux employés qui s'accumulent, mais qui ne s'acquiescent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie au cours de la période pendant laquelle les employés fournissent leurs services par rapport aux prestations. Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et l'estimation la plus probable de la direction concernant l'inflation, le taux d'actualisation, les données démographiques du personnel et l'utilisation que font les employés en service des droits de congé

de maladie. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur la durée de vie restante des employés actifs visés par ces prestations de congé de maladie.

F) Constatation des produits

i) Droits d'entrée et des programmes, opérations auxiliaires et produits divers

Les produits qui proviennent des droits d'entrée et des programmes, des opérations auxiliaires et des produits divers sont constatés lorsqu'il existe des preuves évidentes de l'existence d'un accord intervenu entre les deux parties, que les biens ont été livrés ou que les services ont été rendus aux clients, que le prix est établi et déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société comptabilise également des produits reportés lorsque les montants sont perçus avant d'avoir fourni les biens et services.

ii) Apports

Les apports sont constitués de dons reçus d'individus, de fondations et de sociétés. La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports pour les organismes sans but lucratif.

Les apports non affectés sont constatés comme produits à l'état des résultats lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, et si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports avec affectations d'origine externe pour des projets ou des charges spécifiques sont reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont encourues.

Les produits financiers relatifs aux apports affectés sont d'abord inclus dans l'état de la situation financière comme produits reportés et ensuite constatés comme produits à l'état des résultats dans l'année fiscale au cours duquel les charges connexes sont engagées.

iii) Commandites en nature et spécimens donnés aux fins des collections

Des commandites en nature impliquent d'obtenir un soutien non financier pour un projet, une activité ou un produit en échange d'importants avantages en matière de relations publiques. Une commandite en nature est reconnue si le bien ou le service contribué est utilisé dans le cours normal des activités et aurait autrement été acheté, et une fois que l'échange a eu lieu. Les commandites en nature sont comptabilisées à l'état des résultats à leur juste valeur marchande comme un apport et une contrepartie de charge reliée.

Les spécimens donnés aux fins des collections sont comptabilisés à la juste valeur marchande comme apports avec une charge équivalente à la fonction entretien et accessibilité des collections, lorsque les trois critères suivants sont satisfaits : i) une juste valeur marchande a été établie au spécimen; ii) l'acquisition a été approuvée; et iii) le transfert légal de l'objet à la Société a eu lieu.

iv) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada fournit du financement à la Société grâce à des crédits parlementaires.

- Les crédits parlementaires pour les charges de fonctionnement sont constatés comme produits au cours de l'exercice pour lequel ils sont approuvés.
- Les crédits parlementaires affectés à l'achat d'immobilisations amortissables sont reportés à titre de produits, apports et crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière. Lorsque les immobilisations amortissables sont acquises, la portion des crédits parlementaires utilisés lors de l'acquisition de ces immobilisations est alors reclassée à titre de financement des immobilisations reporté à l'état de la situation financière et constatée comme produits à l'état des résultats au même rythme que l'amortissement relatif aux immobilisations correspondantes.
- Les crédits parlementaires affectés à des charges spécifiques sont reportés comme produits, apports et crédits parlementaires reportés à l'état de la situation financière et constatés comme produits à l'état des résultats dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

La Société a l'obligation de faire rapport sur l'utilisation des crédits dans son rapport annuel.

G) Prestations de services des bénévoles

Les bénévoles consacrent un grand nombre d'heures chaque année. Puisqu'il est difficile d'évaluer leur juste valeur, la prestation de services à titre gracieux ne figure pas aux états financiers de la Société.

H) Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers de la Société sont évalués au coût. Les actifs financiers incluent la trésorerie, la trésorerie affectée, et les créances alors que les passifs financiers incluent les créditeurs et charges à payer.

Les instruments financiers subissent chaque année un test de dépréciation à la date de clôture et toute baisse permanente de la valeur est présentée à l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments dans le coût lorsqu'ils sont initialement constatés.

I) Ventilation des charges

La Société n'applique pas la méthode d'imputation des coûts à des fins de répartition de ses charges entre ses fonctions.

3. Trésorerie et trésorerie affectée

La trésorerie et la trésorerie affectée se composent de soldes bancaires.

La trésorerie affectée représente des apports affectés. Les comptes de trésorerie affectée sont gérés conformément aux stipulations des donateurs et investis selon la Politique d'investissements de la Société.

Selon la Politique d'investissements de la Société, les fonds d'exploitation sont investis dans des instruments à court terme du marché monétaire classés au moins AA et garantis par le gouvernement du Canada, un gouvernement provincial ou la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC). Le portefeuille comprend des acceptations bancaires, des billets et des dépôts à terme. Durant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016, la Société a investi 2 000 000 \$ et a généré des produits d'intérêts sur l'investissement de 13 750 \$ (2015 – néant).

4. Immobilisations

(en milliers dollars)	31 dec. 2016			31 mars 2016		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	627	-	627	627	-	627
Édifice commémoratif Victoria	204 727	47 671	157 056	204 727	43 920	160 807
Propriété louée en vertu d'un contrat de location-acquisition	35 040	20 576	14 464	35 040	19 833	15 207
Améliorations locatives	9 667	6 189	3 478	9 630	5 932	3 698
Expositions permanentes	5 227	2 084	3 143	4 024	1 693	2 331
Améliorations à l'édifice	3 842	1 970	1 872	3 747	1 678	2 069
Cabinets de collection et rayonnages	3 840	2 152	1 688	3 840	2 070	1 770
Matériel informatique	1 802	1 498	304	1 742	1 312	430
Matériel de bureau et ameublement	1 492	1 196	296	1 490	1 135	355
Matériel de recherche	2 322	2 067	255	2 290	2 028	262
Matériel général	374	173	201	357	150	207
Travaux en cours - Expositions	999	-	999	1 373	-	1 373
	269 959	85 576	184 383	268 887	79 751	189 136

La charge d'amortissement pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 est de 5 827 000 \$ (31 décembre 2015 – 6 298 000 \$). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016, la Société n'a pas vendu ou mis hors service une immobilisation.

5. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le Campus du patrimoine naturel abrite les collections d'histoire naturelle et les fonctions administratives de la Société sur le terrain de la Société, situé à Gatineau, au Québec. L'acquisition de l'édifice se fait au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont l'échéance est fixée à 35 ans. La Société s'est engagée à payer le loyer en toutes circonstances et, advenant la résiliation du bail, à la suite d'une décision de la Société ou autrement, elle versera un loyer suffisant pour rembourser tous les coûts de financement de l'édifice. La direction a l'intention de s'acquitter intégralement de l'obligation financière découlant du contrat de location-acquisition et d'obtenir le titre de propriété de l'édifice en 2031, suite à l'utilisation par la Société de son droit d'achat de l'édifice pour dix dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés comme suit :

(en milliers de dollars)		31 déc. 2016	31 mars 2016
Total des versements minimaux futurs	(1)	50 750	54 250
Déduire : intérêts implicites		(23 700)	(26 614)
Valeur actualisée de l'obligation financière	(2)	27 050	27 636
Tranche à court terme		852	791
Tranche à long terme		26 198	26 845
		27 050	27 636

- (1) Le total des sommes à payer en vertu du contrat de location-acquisition est fondé sur un taux d'intérêt fixe de 9,88 %, pour une période de 35 ans, établi au moment de la signature du bail.
- (2) La valeur actualisée de l'obligation du contrat de location-acquisition, en se basant sur un taux d'intérêt du marché actuel de 8,75 %, est estimée à 29 millions de dollars.

Les versements minimaux futurs de loyer relatifs à l'obligation découlant du contrat de location-acquisition ont été estimés pour chaque exercice comme suit :

(en milliers de dollars)	2017	2018	2019	2020	2021	Par la suite
Versements minimum futurs	875	3 500	3 500	3 500	3 500	35 875

6. Produits et apports reportés

Les produits et apports reportés sont comme suit :

(en milliers de dollars)	31 déc. 2016	31 mars 2016
Total des apports reportés	424	604
Produits reportés – prestation de biens et services	301	346
	725	950

Les changements aux produits et apports reportés s'établissement comme suit :

(en milliers de dollars)	31 déc. 2016	31 mars 2016
Solde au début de la période	950	1 593
Ajout :		
Apports affectés reçus	401	552
Produits reportés pour la prestation de biens et services	575	772
	976	1 324
Moins :		
Apports affectés constatés	(582)	(629)
Crédits parlementaires affectés dépensés	-	(516)
Produits reportés pour la prestation de biens et services constatés	(619)	(822)
	(1,201)	(1 967)
Solde à la fin de la période	725	950

7. Financement des immobilisations reporté

Le financement reporté afférent aux immobilisations représente la tranche des crédits parlementaires et des apports de sources non gouvernementales utilisés pour l'achat d'immobilisations amortissables.

Le financement des immobilisations reporté se compose comme suit :

(en milliers de dollars)	31 déc. 2016	31 mars 2016
Utilisé pour l'achat :		
Financement des immobilisations reporté provenant d'apports de sources non gouvernementales	2 364	2 101
Financement des immobilisations reporté provenant des crédits parlementaires	166 788	171 053
	169 152	173 154

Les changements apportés au solde du financement des immobilisations reporté se traduisent comme suit :

(En milliers de dollars)	31 déc. 2016	31 mars 2016
Solde au début de la période	173 154	177 224
Ajout : Acquisitions d'immobilisations	1 075	2 718
Moins : Disposition d'immobilisations	-	(2)
	1 075	2 716
Moins montants constatés comme produits :		
Apports	(245)	(326)
Crédits parlementaires	(4 832)	(6 460)
	(5 077)	(6 786)
Solde à la fin de la période	169 152	173 154

8. Investissement en immobilisations

L'investissement en immobilisations se compose comme suit :

(en milliers de dollars)	31 déc. 2016	31 mars 2016
Immobilisations	184 383	189 136
Moins montants financés par :		
Contrat de location-acquisition	(27 050)	(27 636)
Financement des immobilisations reporté	(169 152)	(173 154)
	(11 819)	(11 654)

La variation nette dans l'investissement en immobilisations est calculée comme suit :

(en milliers de dollars)	31 déc. 2016	31 mars 2016
Acquisitions d'immobilisations	1 075	2 716
Ajout : remboursement de l'obligation découlant du contrat de location-acquisition	585	717
Moins : acquisitions d'immobilisations financées avec le financement des immobilisations reporté	(1,075)	(2 716)
Immobilisations achetées avec les fonds de la Société	585	717
Amortissement du financement des immobilisations reporté	5 077	6 786
Amortissement des immobilisations	(5 827)	(7 790)
Variation nette dans l'investissement en immobilisations	(165)	(287)

9. Crédits parlementaires

Pour remplir sa mission, la Société compte sur le financement du gouvernement, qui se présente comme suit :

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Crédits parlementaires reçus et à recevoir :				
Budget des dépenses d'exploitation et d'immobilisations	6 532	6 532	19 597	19 597
Budgets des dépenses supplémentaires	63	185	63	185
	6 595	6 717	19 660	19 782
Crédits de l'exercice précédent utilisés au cours de la période pour compléter des projets particuliers	-	93	-	516
Montant utilisé pour l'achat d'immobilisations amortissables	(110)	(754)	(568)	(1,721)
Amortissement du financement des immobilisations reporté	1 663	1 781	4 832	5 302
Crédits parlementaires constatés durant la période	8 148	7 837	23 924	23 879

10. Droits d'entrée et des programmes

Les produits provenant des droits d'entrée et des programmes se composent des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Droits d'entrée – général	469	421	2 392	2 292
Droits d'entrée – expositions temporaires	142	62	759	718
Programmes	142	80	431	402
Adhésions	136	165	483	452
	889	728	4 065	3 864

11. Opérations auxiliaires

Les produits provenant des opérations auxiliaires se composent des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Stationnement	191	153	643	605
Location des installations	355	229	685	531
Loyer de la boutique et de la cafétéria	36	30	113	171
	582	412	1 441	1 307

12. Apports

Les produits provenant des apports se composent des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Apports et commandites en argent	270	250	655	654
Commandites en nature	64	61	199	171
Spécimens donnés aux fins des collections	214	47	214	53
	548	358	1 068	878

13. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées et sont comptabilisées à la valeur d'échange.

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Produits auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :				
Droits d'entrée et des programmes	-	-	8	1
Opérations auxiliaires	7	-	34	-
Divers	41	39	162	214
	48	39	204	215

(en milliers de dollars)	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Charges auprès d'apparentés du gouvernement du Canada :				
Coût du personnel	429	423	1 243	1 226
Impôts fonciers	440	630	1 317	970
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	2	1	17	5
Marketing et communications	5	7	14	15
Fret et transport	2	2	5	2
Exploitation et entretien des édifices	-	-	2	2
	878	1 063	2 598	2 220

Les soldes auprès d'apparentés du gouvernement du Canada se composent des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	31 déc.	31 mars
	2016	2016
Dues de ministères et organismes gouvernementaux	215	527
Dues à des ministères et organismes gouvernementaux	441	449

14. Sommaire des charges par objets

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois terminée le 31 décembre		Neuf mois terminée le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Coût du personnel	3 432	3 312	10 263	10 049
Amortissement des immobilisations	1 995	2 111	5 827	6 298
Exploitation et entretien des édifices	945	835	2 943	2 732
Impôts fonciers	672	936	2 170	1 880
Services professionnels et spéciaux	961	636	2 114	1 736
Intérêts sur obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	675	693	2 039	2 094
Gestion de l'information, infrastructure et systèmes	314	309	1 083	993
Marketing et communications	172	233	997	915
Expositions	290	198	909	880
Réparations et entretien	138	149	437	487
Frais de déplacement	117	140	339	305
Fret et transport	16	17	49	42
Spécimens aux fins des collections	9	50	13	244
Divers	24	101	158	218
	9 760	9 720	29 341	28 873

15. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016.

RAPPORT DE GESTION

Vue d'ensemble

Ces états financiers trimestriels doivent être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels vérifiés du Musée canadien de la nature pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 et avec le rapport de gestion inclus dans ce rapport financier trimestriel.

L'objectif primaire du Musée canadien de la nature est de maintenir son mandat national, tel que décrit dans la Loi sur les musées, dans le contexte du régime de gouvernance et de responsabilité établi dans ladite loi et dans la partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques. À cette fin, le Conseil d'administration du Musée et la direction sont fermement engagés à gérer les fonds publics et privés investis dans le Musée d'une manière transparente et responsable, en optimisant la valeur de la contribution que le Musée apporte aux Canadiens et à la société canadienne.

Les orientations stratégiques du Musée reconnaissent son intention d'être une source importante de connaissances et de recherches en histoire naturelle pour les scientifiques et le grand public, contribuant ainsi à une perspective typiquement canadienne parmi les connaissances mondiales. En tant qu'institution scientifique, le Musée diffusera les résultats de cette recherche scientifique, contribuant ainsi à inspirer aux Canadiens des actions consciencieuses envers l'environnement naturel. En tant qu'institution publique, le Musée souhaite également continuer à faire preuve de responsabilité, de valeur et d'efficacité financière, grâce à la réalisation de résultats mesurables et significatifs.

Assurer la viabilité financière a été et continuera d'être l'une des principales priorités du Musée. Le Musée a mis en place un certain nombre de stratégies visant à gérer les pressions connues et anticipées. Une méthode de gestion du risque d'entreprise est utilisée pour gérer ces stratégies et pressions en appui à la vision d'une institution nationale offrant au public un maximum de valeur et de service.

Produits

Les produits pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 s'élevaient à 7 182 000 \$ ce qui représente une augmentation de 655 000 \$ ou 10 % par rapport aux 6 527 000 \$ des neuf mois de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des revenus liés à la location des installations, spécimens donnés aux fins des collections, adhésions et droits d'entrée, incluant les suppléments liés aux grandes expositions temporaires Formidables dinosaures et Reptiles.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 s'élevaient à 23 924 000 \$, comparativement à 23 879 000 \$ pour les neuf mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable à la variation dans le financement des immobilisations reporté.

Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016 s'élevaient à 2 233 000 \$ ce qui représente une augmentation de 586 000 \$ ou 36 % par rapport aux 1 647 000 \$ des trois mois de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des revenus liés à la location des installations, spécimens donnés aux fins des collections, adhésions et droits d'entrée incluant les suppléments liés à l'exposition temporaire, Reptiles qui a ouvert ses portes le 7 octobre 2016.

Sur une base d'exercice, les crédits parlementaires pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016 s'élevaient à 8 148 000 \$, comparativement à 7 837 000 \$ pour les trois mois de l'exercice précédent. La différence est principalement attribuable à la variation dans le financement des immobilisations reporté.

Charges

Les charges pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 s'élevaient à 29 341 000 \$, comparativement à 28 873 000 \$ durant les neuf mois de l'exercice précédent, soit une augmentation de 468 000 \$ ou 2 % principalement en raison d'augmentation des coûts d'exploitation liés aux services publics et au changements dans le traitement comptable reliés aux impôts fonciers durant l'exercice précédent.

Les charges pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016 s'élevaient à 9 760 000 \$, comparativement à 9 720 000 \$ durant les trois mois de l'exercice précédent, soit une augmentation de 40 000 \$ ou 0,4 % principalement en raison

d'augmentation des coûts d'exploitation liés aux services publics compensée par les changements dans le traitement comptable reliés aux impôts fonciers durant l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2016, les charges liées aux installations représentent 46 % des charges totales. Les nouveaux systèmes de contrôle de l'environnement et l'espace supplémentaire qui doit être maintenu à l'Édifice commémoratif Victoria (ECV) exercent une lourde pression supplémentaire sur le budget de fonctionnement du Musée. Le Musée continue d'explorer d'autres mesures de réduction des coûts des installations et des mesures de contrôle afin de minimiser l'impact financier sur ses programmes.

Résultats d'exploitation nets

Le résultat d'exploitation net pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 était un surplus de 1 765 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à des droits d'entrée et des revenus d'adhésion plus élevés que prévu et un décalage de la comptabilisation des charges des programmes prévues plus tard dans l'exercice. Ce surplus est compensé par des charges de 165 000 \$ attribuable au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition.

Le résultat d'exploitation net pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016 était un surplus de 621 000 \$. Ce surplus est principalement attribuable à des droits d'entrée et des revenus d'adhésion plus élevés que prévu et un décalage de la comptabilisation des charges des programmes prévues plus tard dans l'exercice. Ce surplus est compensé par des charges de 49 000 \$ attribuable au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition.

État de la situation financière

Actif

Le niveau de trésorerie de 9 516 000 \$ au 31 décembre 2016 représente une augmentation de 1 072 000 \$ ou 13 % par rapport aux 8 444 000 \$ du 31 mars 2016. Cette augmentation est principalement attribuable à des droits d'entrée et des revenus d'adhésion plus élevés et à un décalage dans les paiements des factures qui devaient être payées plus tard au cours de l'exercice fiscal.

Les immobilisations ont diminué à 184 383 000 \$ au 31 décembre 2016 par rapport à 189 136 000 \$ au 31 mars 2016, principalement dû aux charges d'amortissement de l'ECV.

Passif

Les produits, apports et crédits parlementaires reportés ont diminué à 725 000 \$ au 31 décembre 2016 par rapport à 950 000 \$ au 31 mars 2016 en raison des crédits parlementaires affectés consacrés à l'acquisition d'immobilisations et les apports affectés dépensés pour les programmes d'éducation du public.

Le financement des immobilisations reporté a diminué à 169 152 000 \$ au 31 décembre 2016 par rapport à 173 154 000 \$ au 31 mars 2016, puisque qu'il est reconnu comme produit au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes.

Déficit accumulé

Le déficit accumulé de 6 124 000 \$ au 31 décembre 2016 est attribuable au traitement comptable afférent au Campus du patrimoine naturel du Musée situé à Gatineau, au Québec, qui est inscrit à l'état de la situation financière comme une obligation de location-acquisition. Ce traitement comptable gardera le Musée dans une position de déficit pendant de nombreuses années, en raison de la charge d'intérêt sur l'obligation découlant du contrat de location-acquisition qui est plus élevée dans les premières années que dans les dernières années du bail. En conséquence, le déficit accumulé afférent à ce traitement comptable commencera à s'inverser en 2019-2020, jusqu'à ce qu'il soit complètement éliminé à la fin du bail, en 2031. Cette situation n'affecte aucunement les mouvements de trésorerie ni la stabilité financière du Musée.

ANALYSE DES RISQUES

Le Musée a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise conçu pour gérer efficacement et de manière proactive les risques qui pourraient l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Le Plan d'entreprise du Musée identifie cinq risques et stratégies d'atténuation connexes. L'étape d'atténuation des risques implique le développement de stratégies d'atténuation visant à gérer, éliminer ou réduire les risques à un niveau acceptable. Une fois qu'une stratégie est mise en œuvre, elle est surveillée en permanence afin d'évaluer son efficacité et de réviser le mode d'action si nécessaire :

Le résumé des principaux risques et des stratégies d'atténuation se présente comme suit :

1. Avancement - Risque que le bassin de donateurs restreint limite les ressources financières disponibles pour soutenir l'investissement requis pour la mise en œuvre initiale des initiatives stratégiques. Ce risque est atténué par un programme d'avancement complet, mené par une équipe de professionnels de la collecte de fonds et un nouveau groupe de bénévoles dévoués et de membres du Conseil d'administration.
2. Déficit structurel - Risque que le déficit structurel continue à augmenter en raison de la croissance des dépenses supérieures à celle des revenus, pour des charges telles que les services publics, l'impôt foncier et l'inflation globale. Ce risque est atténué par un processus continu d'examen des dépenses et croissance des produits réalisés.
3. Systèmes informatiques - Risque que les systèmes informatiques ne soient pas disponibles ou mis à profit pour soutenir les objectifs organisationnels. Ce risque est atténué par un nouveau leadership et de nouvelles compétences en informatique et un plan informatique qui répond aux objectifs stratégiques du Musée en tenant compte des ressources disponibles.
4. Relève - Risque qu'un nombre important d'employés soient admissibles à la retraite, ce qui entraînerait une perte de mémoire d'entreprise et de compétences clés. Pour atténuer ce risque, le Musée a élaboré un plan de relève dont il assure le suivi qui comprend le développement des compétences.
5. Budget 2016 - Risque que les projets d'immobilisations financés par le budget 2016 et identifiés dans le Plan d'entreprise du Musée ne s'achèvent pas dans les délais et selon les budgets prévus. Ce risque est atténué par un contrôle continu des activités de projet, des résultats attendus et des dépenses.